

**ALLIANCE PRÉSIDENTIELLE
ET CAMPAGNE ÉLECTORALE****Le FLN et le MSP
marquent le pas**

Devant servir de trépied aux projections électorales du président Bouteflika, candidat à sa propre succession à la magistrature suprême, l'Alliance présidentielle mène une campagne plutôt poussive. Censé faire preuve de plus d'entrain que ses partenaires, le Front de libération nationale (FLN) marque le pas, cédant au Rassemblement national démocratique (RND) le rôle d'animateur en chef de ces joutes d'appoint.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Abdelaziz Belkhadem, auquel le président Bouteflika a préféré Ahmed Ouyahia pour organiser l'élection présidentielle, donne l'air de se suffire d'honorer ce qui lui revient d'accomplir dans cette campagne de soutien à la candidature du président Bouteflika. Sans grand enthousiasme.

On le dirait ruminant une frustration politique qui l'indisposerait lourdement et qui le paralyserait dans son action électorale.

Au dixième jour du lancement officiel des joutes, le secrétaire général du Front de libération nationale n'a réussi que de piètres prestations électorales.

Il a à peine fait mieux que Aboudjerra Soltani, le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP). Avec ce dernier, il compose le duo des grands perdants de cette campagne électorale.

Une campagne qui, a contrario, semble sourire à Ahmed Ouyahia, le secrétaire général du RND. Premier ministre et président de la Commission nationale de préparation de l'élection présidentielle du 9 avril prochain, Ouyahia a une implication plus significative dans la campagne électorale.

De par son investissement personnel d'abord et grâce à l'engagement plus dense de ses partisans. Il faut reconnaître qu'en cela, il a été grandement aidé par le président Bouteflika qui s'est proclamé candidat indépendant.

Dès lors, en effet, que le candidat Bouteflika s'est refusé de concourir sous la bannière du FLN, le parti avec lequel il tisse un lien organique, Ahmed Ouyahia n'a eu qu'à s'engouffrer dans cette inespérée voie ouverte devant la promotion de son parti.

C'est au demeurant ce qu'il a fait et, à ce stade de la campagne électorale, réussi.

Plus entreprenant, Ahmed Ouyahia s'est logiquement attiré les feux de la rampe. Mieux, en tout cas, que Belkhadem et Soltani qui peinent à susciter l'intérêt médiatique. Dans ce qui apparaît comme sa disgrâce politique, Belkhadem tracte son parti, le FLN, vers le précipice.

Soltani, lui, n'aura pas eu la campagne heureuse, puisqu'elle a fait place à ses adversaires partisans.

Si donc la chronique électorale retiendra aussi bien l'engagement d'Ouyahia, de Belkhadem que de Soltani en faveur du candidat Bouteflika, l'équité, en termes de dividendes partisans, ne sera pas nécessairement de mise.

La récolte sera, pour sûr, l'apanage de Ouyahia et du RND.

S. A. I.

BOUTEFLIKA À PARTIR DE TAMANRASSET :**«L'amnistie générale
nous mènera à la guerre civile»**

C'est à partir de Tamanrasset, où il était hier samedi, que Bouteflika s'exprimera sur la question de l'amnistie générale : «Non ! Non ! Non ! Il n'y aura pas d'amnistie générale.»

De notre envoyé spécial à Illizi, Tamanrasset et Laghouat, Kamel Amarni

Dans la salle de la Maison de la culture où il prononçait son discours de campagne, Bouteflika parlait du terrorisme et de ses auteurs. «Depuis 1999, nous avons lancé un programme en trois points qui ambitionnait de reconstruire le pays.

Avec des moyens modestes, nous avons fait face à une situation difficile et dans un contexte très délicat.

Le terrorisme frappait et frappe encore (...) Ces gens qui nous ont menés vers la catastrophe, qui terrorisent le pays, il faut leur faire face avec les armes mais aussi avec des moyens politiques.»

C'est à ce moment que quelqu'un se lève, l'interrompt pour faire «une proposition» : «L'amnistie générale, Monsieur le Président !»

La réponse fuse aussitôt : «Non, mon cher monsieur ! Il n'y aura pas d'amnistie générale.

Une amnistie générale n'est concevable que si ces gens-là se rendent, déposent les armes et cessent toute activité terroriste. Pour décréter une amnistie générale, mon cher frère, il faut que soient réunies bien des conditions. Si la violence et le terrorisme nous ont menés vers la guerre civile, une amnistie générale nous mènera aussi vers la guerre civile.»

Ce recentrage du discours présidentiel, s'agissant du traitement, de la donne islamiste et terroriste semble de



Photo : Walid Triââ

plus en plus être une option sérieuse, à en juger par l'insistance du candidat, à chacune de ses haltes électoralistes, sur cette question. L'argumentaire jusque-là «réconciliateur», est d'ailleurs lui aussi de plus en plus «éradicateur» depuis l'ouverture de la campagne électorale. «Une amnistie générale ? Mais qui peut me garantir que tous ceux qui ont perdu des proches, des biens, tous ces ayants droit vont l'accepter ? Ne chercheront-ils pas à se faire justice eux-mêmes ? Non, mon cher frère, l'amnistie générale est un terme très lourd, très lourd ! très lourd ! Ce n'est pas juste un concept que l'on achète, comme cela dans un marché et le balancer comme solution. Décréter une amnistie ? Cela me coûterait juste d'apposer ma signature en bas

d'un document. Mais ai-je le droit de le faire ?»

Et d'ajouter : «Ce terme d'amnistie générale, il faut bien le réfléchir avant de le prononcer.»

Il faut bien approfondir ce concept de la réconciliation nationale. Et je le dis clairement, celui qui veut dialoguer avec nous en utilisant la violence, eh bien, nous lui ferons face avec la force. La nation et le peuple algérien ni plieront ni abdiqueront devant personne ! Personne ! Personne !»

La politique de la réconciliation nationale aura-t-elle vécu ? Il est à signaler enfin que Bouteflika a également été à Illizi et Laghouat, hier samedi, pour son traditionnel bain de foule.

K. A.

AHMED OUYAHIA À TIARET :**«Je n'ai pas peur du boycott, mais
de ceux qui comptent sur autrui le jour J»**

C'est par un bref aperçu historique sur la capitale des Rostémide, non sans rendre hommage aux martyrs de la région, que Ahmed Ouyahia a entamé son meeting, hier, à la salle omnisports de Sougueur dans la wilaya de Tiaret.

Le secrétaire général du RND devait ensuite rappeler que Tiaret, au même titre que les autres wilayas du pays, n'a pas échappé aux affres du terrorisme : «Souvenez-vous ce qui s'est passé à Sidi-Bakhti, Mechra-Sfa ou encore à Sougueur, pour ne citer que ces localités, où des innocents ont payé de leur vie.

Aujourd'hui, et grâce au rôle des services de sécurité tous corps confondus, que je salue au passage, mais aussi à la loi sur la réconciliation nationale préconisée par Abdelaziz Bouteflika - el hamdoulillah - l'Algérie s'est remise sur pieds. Ne voyez-vous pas que sans la paix, rien ne

se concrétise ? Faites le constat vous-mêmes, et prenez comme paramètres ce qui a été réalisé durant les deux mandats de Bouteflika au niveau de tous les secteurs. N'est-il pas l'homme qu'il faut pour mériter encore une fois notre confiance le 9 avril prochain ? Mesdames et messieurs, soyons reconnaissants et unanimes quant aux efforts consentis par le père de la réconciliation dans le retour au calme et la réhabilitation de l'Algérie à l'échelle mondiale.»

Abordant le sujet des élections, Ouyahia devait déclarer, comme il l'a fait ailleurs, que «personnellement, je n'ai

peur ni du boycott ni de l'absentéisme, mais de ceux qui comptent sur autrui le jour «J».

A ce titre, il dira : «Mobilisez les gens pour aller eux-mêmes dire leur mot et donner une leçon aux partisans du boycott.»

Et de poursuivre : «Bouteflika a besoin de vous chers Tiaretis.» Aussi, pour laisser planer un climat de sérénité et de confiance, le SG du RND, tout en énumérant les programmes de développement alloués à la wilaya de Tiaret, devait promettre que «le projet de raffinerie, jusque-là en veilleuse, demeure maintenu à Sougueur», a-t-il tenu à confirmer.

Et d'enchaîner : «Son lancement reste évidemment tributaire de la révision des négociations avec le partena-

re étranger, qui réclame 70% des actions, contre 30% que compte prendre la Sonatrach».

Une promesse qui a déclenché de chaleureux applaudissements dans la salle, compte tenu du taux de chômage qui sévit dans la région, même si certains craignent toujours que ce complexe, censé employer près de 4 000 ouvriers, ne soit délocalisé.

Poursuivant son discours, Ouyahia a saisi l'opportunité pour mettre à nu le mal qui continue à gangréner l'administration, où la bureaucratie bat son plein, illustrant ses propos par les lenteurs dans la délivrance des documents ou encore des imprimés officiels, dont les extraits de naissance, qui se vendent jusqu'à 600 DA», déplore-t-il.

Mourad Benameur